

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la Justice

Arrêté du 27 mai 2024

**portant nomination de régisseurs d'avances et de recettes
auprès du tribunal administratif de Nice**

NOR : JUSE2414116A

Le vice-président du Conseil d'État,

Vu le code de justice administrative, notamment son article R. 121-14 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2010 modifié abrogeant et remplaçant l'arrêté du 26 avril 1995 modifié instituant une régie d'avances et une régie de recettes auprès du Conseil d'Etat et habilitant le vice-président du Conseil d'Etat à instituer ou à modifier des régies d'avances et des régies de recettes auprès des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs ;

Vu l'arrêté du 25 octobre 2011 modifié portant institution de régies d'avances et de régies de recettes auprès des cours administratives d'appel, des tribunaux administratifs et de la Cour nationale du droit d'asile ;

Vu les arrêtés en date du 22 juin 2022 et du 27 juin 2022, portant nomination de régisseurs d'avances et de recettes auprès du tribunal administratif de Nice ;

Vu la proposition de la présidente du tribunal administratif de Nice,

Arrête :

Article 1^{er}

Monsieur Olivier Brau, attaché principal d'administration de l'Etat, est maintenu dans ses fonctions de régisseur titulaire d'avances et de recettes auprès du tribunal administratif de Nice.

Article 2

Monsieur Alexandre Stassi, adjoint administratif, est nommé mandataire suppléant d'avances et de recettes auprès du tribunal administratif de Nice, en remplacement de Madame Nathalie Nakache, à compter du 1^{er} juin 2024.

Article 3

Madame Christelle Grac, adjointe administrative principale de 1^{ère} classe est maintenue dans ses fonctions de mandataire d'avances et de recettes auprès du tribunal administratif de Nice.

Article 4

La présidente du tribunal administratif de Nice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin officiel du ministère de la justice.

Fait le **27 MAI 2024**

Pour le vice-président du Conseil d'Etat,
La cheffe du département des agents de greffe



Adeline Claude